Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

5 mai 2004
N°113 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

DISLOCATION DE L'ARMÉE ROUGE

La première guerre de Tchétchénie

L'indépendance unilatérale de la Tchétchénie, en 1991, et la première guerre qui s'en suivit trois ans plus tard ne doivent rien à des revendications politiques. Elles sont les conséquences d'aventures personnelles qui prirent place dans le vide provoqué par l'effondrement de l'URSS. Le général Doudaïev voulait se tailler un fief, ses anciens collègues de l'Armée rouge voulaient se rendre indispensables. Ils trafiquèrent ensemble tout en se livrant une guerre impitoyable au détriment des populations.

page 2

La réhabilitation des tortionnaires en question

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le *Washington Times* publie deux points de vue contradictoires à propos de l'éventuelle intégration des ba'asistes dans la nouvelle administration irakienne. Andrew Apostolou soutient cette nouvelle politique tandis que Joel Mowbray s'y oppose. En réalité, ils ne traitent pas de la réhabilitation des dirigeants du Ba'as, mais de celle des cadres de la répression. John Negroponte aura besoin de tortionnaires expérimentés mais il n'a que faire de politiciens laïques et socialistes.

page 10

REPÈRE : 5 MAI 1936

Éthiopie : laboratoire de la Deuxième Guerre mondiale

Le maréchal Badoglio s'empare de la capitale éthiopienne Addis-Ababa, le lendemain de la fuite de l'empereur Haile Selassie. La guerre est en fait un massacre prolongé, commis dans l'indifférence des grandes puissances occidentales. Les troupes éthiopiennes mal équipées résistent pendant un an, mais sont décimées par les armes modernes que l'Italie a acheté aux grands groupes industriels, voire obtenues gratuitement en échange de « *rapports d'efficacité* ». Lors de la « *bataille* » d'Harar, des experts envoyés par les fabricants d'armes assistent à la destruction complète de la ville par des bombes incendiaires, puis aux bombardements à l'arme chimique des villages de montagne hébergeant la résistance. L'Italie envisage de « *nettoyer le pays au gaz moutarde afin de faire la place aux colons blancs italiens* ». Plus de 100.000 civils seront tués lors de l'invasion. Primo Levi écrira plus tard : « *Ce qui nous a choqué, c'est qu'Hitler applique à nous, des blancs, les méthodes que Mussollini a employé contre les noirs en Éthiopie. À l'époque, le sort des noirs ne nous avait guère ému.* » ■

Lettre ouverte de 60 diplomates états-uniens à George W. Bush

Emboîtant le pas à leurs confrères britanniques, 60 fonctionnaires du service diplomatique en activité ou retraités, ainsi qu'une dizaine de personnalités diverses des États-Unis, ont adressé une lettre ouverte au président George W. Bush. Ils y expriment leur opposition à son soutien inconditionnel du plan de Sharon pour les territoires occupés. Ils l'accusent d'avoir renoncé à l'impartialité qui caractérisait jusqu'à présent la politique US au Moyen-Orient et de soutenir Sharon en dépit des lois internationales et résolutions de l'ONU. Cette lettre a été diffusée par le Washington Report on Middle East Affairs.

page 17

Dislocation de l'Armée rouge

La première guerre de Tchétchénie

L'indépendance unilatérale de la Tchétchénie, en 1991, et la première guerre qui s'en suivit trois ans plus tard ne doivent rien à des revendications politiques. Elles sont les conséquences d'aventures personnelles qui prirent place dans le vide provoqué par l'effondrement de l'URSS. Le général Doudaïev voulait se tailler un fief, ses anciens collègues de l'Armée rouge voulaient se rendre indispensables. Ils trafiquèrent ensemble tout en se livrant une guerre impitoyable au détriment des populations.

L'effondrement de l'URSS, en 1991, rouvre le « *grand jeu* » d'Asie centrale qui, tout au long du XIXe siècle opposa les grandes puissances par peuples interposés. Mais, surpris par cette situation soudaine et inattendue tout autant que par la faiblesse de la Russie, les protagonistes traditionnels ne se mobilisèrent pas immédiatement. Remplissant ce vide, des aventuriers se disputèrent la Tchétchènie-Ingouchie.

Au moment de l'effondrement de l'URSS, alors que le pays sort à peine de la campagne militaire d'Afghanistan, Moscou affaibli doit faire face aux revendications autonomistes des Républiques caucasiennes. Ces nouvelles affirmations identitaires sont parfois d'ordre religieux. Lorsqu'elles sont musulmanes, comme au Daghestan, en Tchétchénie, en Ossétie du nord et en Azerbaïdjan, Moscou tente de s'appuyer sur des minorités orthodoxes. À l'inverse, lorsqu'elles sont orthodoxes, comme en Géorgie, Moscou s'appuie sur

des minorités musulmanes. Les analyses géopolitiques de la région en fonction de critères religieux ou de la « *question des nationalités* » sont des leurres : le Kremlin sait parfaitement adapter sa diplomatie aux différentes situations.

Comme pour bien d'autres officiers supérieurs de l'Armée rouge, la dissolution de l'URSS aurait dû signifier la fin de la carrière militaire du général de division Djokhar Doudaïev. Toutefois, le 27 octobre 1991, il est élu président de la République autonome de Tchétchénie-Ingouchie, région dont il est originaire mais où il n'avait jamais vécu. Le 4 novembre, il proclame unilatéralement la sécession et l'indépendance de la Tchétchénie. Il ne répond pas en cela à une revendication populaire, mais à un objectif personnel : se tailler un État dans l'URSS en décomposition.

Djokhar Doudaïev

Contrairement à la vision rétrospective qu'on peut trouver aujourd'hui chez certains analystes du monde russe, cette annonce ne modifie rien, ni à la gestion administrative, ni à l'équilibre régional des forces, et ne reçoit pas de reconnaissance internationale. Pour éviter que l'exemple ne soit contagieux, le président russe Boris Eltsine dénonce l'indépendance et ordonne l'état d'urgence à Grozny. Doudaïev réplique en mobilisant la population et en menaçant la Russie *« d'une campagne terroriste visant les centrales nucléaires »* [1] ; un chantage qui paraît d'autant plus crédible qu'il s'appuie sur le souvenir de la résistance tchétchène contre la colonisation tsariste au XIXe siècle, et sur celui de la révolte du Daguestan contre les bolcheviks au début des années 1920. Le ton monte. Eltsine confie tous les pouvoirs à un légat tchétchène, Ahmet Akhsanov, pour résoudre la crise. Celui-ci peut compter sur le ministre de l'Intérieur de Doudaïev, le général Ibrahimov, pour que les troupes du KGB s'assurent le contrôle du bâtiment des télécommunications de Grozny.

Le bras de fer ne dure pas. Le président du conseil des nationalités du Parlement de la Fédération de Russie, Nicolas Medvedev estime *« inadmissible de traiter les problèmes ethniques par des moyens militaires »*. Viktor Barannikov, ministre de l'Intérieur d'Eltsine assure ne pas avoir été consulté et déplore les initiatives de son président. Viktor Ivanenko, responsable du KGB, parle d'*« une dramatique erreur »* du président russe. Le 11 novembre, la Douma désavoue

Eltsine et invalide l'état d'urgence, par 177 voix pour, 4 contre et 15 abstentions [2]. Privés d'autorité, Ahmet Akhsanov et le général Ibrahimov démissionnent. La confusion est totale, d'autant que le président du Soviet suprême, Rouslan Khasboulakov, lui-même tchétchène, affirme qu'aucune négociation n'est possible avec l'entourage du président Doudaïev, *« un groupe de bandits, d'hommes sans conscience et sans honneur »*.

La Tchétchénie-Ingouchie, que tous hormis son président considèrent comme une république russe autonome, se place comme acteur régional dans le Caucase. Ses premières décisions sont délibérément agressives envers l'ex-URSS : alors que le président géorgien, l'autocrate Zviad Gamsakhourdia, lâché par Moscou [3], est chassé de Tbilissi par un mouvement révolutionnaire, et qu'il trouve refuge en Arménie, Grozny annonce la création d'une force d'interposition du Caucase pour lui venir en aide [4], et le reçoit. Le général Doudaïev déclare *« ne reconnaître que le gouvernement constitutionnel de la Géorgie et son président élu par le peuple »* [5]. Il est imité par James Baker, le secrétaire d'État états-unien, qui, pour ajouter à l'embarras de Moscou, se fait un plaisir d'exprimer les *« inquiétudes »* de Washington *« concernant la manière violente dont un dirigeant démocratiquement élu a été renversé »* [6]. En avril 1992, la Tchétchénie est la seule République autonome, avec le Tatarstan, à refuser de ratifier le traité de la Fédération proposée par le président Eltsine qui leur accorde pourtant une large autonomie. Peu après, Grozny prend le contrôle des troupes ex-soviétiques de la Communauté des États indépendants stationnées sur son territoire, et les place sous sa juridiction.

La « *question des nationalités* » devient l'enjeu de luttes de pouvoir à Moscou. Le 30 juin 1992, le ministre des Affaires étrangères russe, Andreï Kozyrev fait état publiquement de ses craintes d'un coup d'État dans la Fédération à propos de cette question. Selon lui, *« certaines personnalités conservatrices et des dirigeants militaires, comme le vice-président Alexandre Routskoï, veulent renforcer leur influence en encourageant une plus grande participation militaire de la Russie dans les conflits qui opposent les minorités russes à d'autres États de l'ex-URSS comme en Moldavie et en Géorgie »* [7]. La Tchétchénie fait également partie des sujets de discorde. La Géorgie, présidée par l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Edouard Chevardnadze, demande ainsi à la Russie de mener une action contre le « *centre terroriste* » dirigé par l'ancien président Gamsakhourdia depuis Grozny. En réponse à l'instabilité régionale, Moscou déploie ses troupes à la frontière des trois Républiques transcaucasiennes, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, pour éviter une déstabilisation de ses propres territoires. Une question d'autant plus cruciale que le président Doudaïev cherche des soutiens à l'étranger : au cours de l'été 1992, il se rend en Arabie saoudite et dans les Émirats, puis, à l'automne, en Turquie, à Chypre et en Bosnie-Herzégovine. Une tournée aux États-Unis est évoquée quelque temps.

L'absence de réaction militaire significative du Kremlin illustre la crise majeure qu'il traverse. Le gouvernement ne gouverne plus. Ministres, conseillers et directeurs, privés de tout repère idéologiques, se montrent vulnérables aux tentations. La privatisation de l'économie se fait par la voie de sa criminalisation. D'autant qu'en proclamant l'indépendance de la Tchétchénie, Doudaïev a libéré la quasi-totalité des détenus de droit commun, qui grossissent,

à Moscou, les rangs de la criminalité organisée et développent un important réseau de connexions politiques en Russie. C'est à peu près à cette époque que le futur oligarque Boris Berezovski, commence à conclure des affaires avec ces gangs tchétchènes, sur fond de guerre des clans avec la Fraternité de Solntsevo, composée de mafieux slaves [8]. En Tchétchénie, les bandits locaux coopèrent avec les mafieux russes pour le trafic d'héroïne, dont l'aéroport de Grozny devient une plaque tournante au niveau mondial. De la même manière, l'absence totale de législation bancaire dans le pays incite les dirigeants russes pressés de piller les caisses de la Fédération à se servir de faux établissements bancaires tchétchènes pour opérer leurs opérations de "cavalerie" et de blanchiment. Le pétrole, enjeu capital de la région, fait également l'objet d'un partage entre dirigeants tchétchènes et russes : le pays est situé au carrefour d'un grand nombre d'oléoducs [9], à une période où la *nomenklatura* vend les ressources naturelles de la Russie pour son propre bénéfice. Il suffit de négocier avec le pouvoir en place à Grozny pour trouver un *modus vivendi*. Le journaliste arménien Vicken Cheterian déclarera ainsi, lors d'une conférence des Amis du Monde Diplomatique, que *« chaque général [russe] a son puits de pétrole »*. Selon Paul Klebnikov, auteur de *Parrain du Kremlin* [10], *« les hauts fonctionnaires russes et les membres des services de sécurité qui travaillaient habituellement pour les bandes tchétchènes de Moscou entretenaient également des rapports mutuellement profitables avec le gouvernement du président Djokhar Doudaïev, permettant au gouvernement de s'approprier des millions de tonnes de pétrole russe sans bourse délier ou presque »*.

Pourquoi les choses s'enveniment-elles subitement fin 1993 au point que Moscou décide d'une intervention militaire ? Plusieurs hypothèses sont avancées. Il y a tout d'abord des problèmes internes à la Tchétchénie : en avril 1993, le président Doudaïev tente d'installer une véritable dictature : il dissout le Parlement et confisque l'ensemble des pouvoirs pour son gouvernement. L'opposition se mobilise pour réclamer des élections libres. Tout en revendiquant, elle aussi, l'indépendance, elle apparaît comme plus proches de Moscou ou, à tout le moins, *« moins radicalement anti-russes »* [11]. À la même période, la guerre des gangs s'envenime à Moscou, faisant des dizaines de morts par jour de part et d'autre. Pour Paul Klebnikov, *« la campagne de Tchétchénie ne fut rien d'autre qu'une guerre des gangs à grande échelle »*. Grâce aux arrangements passés avec des hauts fonctionnaires russes, les dirigeants tchétchènes *« étaient en mesure de vendre le pétrole russe sur les marchés étrangers »*. Après avoir participé, sur instruction de Moscou, à la défense des séparatistes abkhazes de Géorgie, en 1993, les chefs militaires tchétchènes décidèrent de mettre la main sur ce trésor : *« ce fut à ce moment que Djokhar Doudaïev, décidant qu'il était devenu grand et fort, arrêta de partager le butin avec ses associés de Moscou, explique le général Lebed. Donc [le gouvernement russe] résolut de le punir militairement »* [12]. D'autant que l'Azerbaïdjan venait de signer un important accord pétrolier, en septembre 1994, avec un consortium anglo-états-unien. Les ressources pétrolières transitant par la Tchétchénie n'en devenaient que plus importantes. Des facteurs liés à la politique intérieure russe sont également évoqués par Alexandre Lebed : selon lui, lorsque l'Armée rouge se retira des anciens pays du bloc de l'Est, après la chute du mur de Berlin, plusieurs généraux du Groupe de Forces occidental (GFO), sous le commandement du général Matveï Bourlakov et la tutelle du ministre de la Défense, le général Pavel Gratchev, *« négocièrent sur le marché*

noir une partie de l'équipement de leurs unités », notamment à la Serbie et à la Croatie, alors en pleine guerre l'une contre l'autre. Pour dissimuler cette *« corruption massive de l'état-major »*, les généraux poussèrent le Kremlin à s'engager dans un conflit en Tchétchénie, afin de dissimuler leurs vols de matériels en pertes sur le champ de bataille. *« Ces soi-disant généraux avaient besoin d'un grand conflit quelque part, pour qu'un nombre important de blindés pussent être considéré comme détruit pendant les combats »*, explique le général dans un entretien avec Paul Klebnikov [13]. Le journaliste Dmitri Kholodov, du *Moskovskii Komsomolets* enquête sur cette piste en 1994 ; en octobre, il est tué par l'explosion d'une mallette dans son bureau.

Alexandre Lebed

La répression par l'armée russe débute le 11 décembre 1994, avec un soutien du bout des lèvres du président états-unien, Bill Clinton, qui déclare souhaiter *« un minimum de sang »*. Paul Klebnikov recense les principaux décideurs de l'attaque : outre Boris Eltsine, il cite Pavel Gratchev, le ministre de la Défense, Oleg Soskovets, premier adjoint de Boris Eltsine, Oleg Lobov, secrétaire du Conseil de sécurité, Alexandre Korjakov, chef de la garde présidentielle, Viktor Erine et Sergueï Stepachine, tous formant ce qu'il appelle *« le parti de la guerre »*. Une dénomination contestée par le général Lebed : *« Ce n'était pas le parti de la guerre. C'était le parti des affaires »*. Lui et le général Gromov, vice-ministre de la Défense, tous deux très populaires, s'opposent à cette offensive. L'histoire leur donnera raison. Contrairement aux fanfaronnades du ministre de la Défense russe, Pavel Gratchev, selon lequel *« un bataillon de parachutistes pouvait prendre Grozny en deux heures »*, la prise de la capitale tchétchène nécessita deux mois de carnage. Les troupes dépêchées sur place n'étaient pas des forces d'élite, mais simplement de jeunes conscrits stationnés à la frontière russe depuis les graves troubles qui secouèrent le Caucase en 1991-1992. La stratégie choisie fut un échec complet : l'envoi de colonnes de blindés, sans renfort aérien, ni appui de l'infanterie sur un théâtre urbain permet aux Tchétchènes d'en détruire un très grand nombre. Il leur suffit pour cela de neutraliser le véhicule de tête et le véhicule de queue, avant de s'attaquer aux autres, immobilisés. La réponse de Moscou fut féroce et, fin janvier 1995, l'armée russe s'empara de Grozny. Les combats se poursuivirent alors dans les montagnes, où les chefs de guerre tchétchènes s'étaient réfugiés. La désorganisation totale des forces russes s'y fit criante : *« des commandants d'unité refusaient d'exécuter des ordres d'attaque, d'autres de respecter des cessez-le-feu. Beaucoup acceptaient des pots-de-vin pour laisser s'échapper des unités tchétchènes encerclées, tandis que certains vendaient même des armes à leurs adversaires »* [14]. Le tout dans l'indifférence feutrée de la communauté internationale : le 6 janvier 1994, le président Bill Clinton écrit à Boris Eltsine simplement pour lui demander d'épargner les civils.

Depuis l'indépendance unilatérale du pays, les chefs tchétchènes avaient menacé Moscou de lancer des opérations terroristes sur le sol russe. En juin 1995, Chamil Bassaïev, ancien homme d'affaires moscovite devenu chef de guerre, pénétra avec plusieurs dizaines de combattants de plus de cent kilomètres en

Russie, avant d'investir la mairie et l'hôpital de la ville de Boudionnovsk, où il prit en otage les 1500 occupants. Encerclé par les troupes d'élite russe, il repoussa plusieurs assauts puis, après avoir fait exécuter des otages, obtint du Premier ministre Viktor Tchernomyrdine le droit de repartir avec plusieurs dizaines d'otages pour couvrir sa retraite. Le bilan de l'attaque, qui se monte au moins à 120 morts, entraîna un cessez-le-feu de six mois avant la reprise des combats.

Sans mobiles idéologiques précis, les différents protagonistes ne parviennent pas à concevoir de solution politique. Au contraire, ils tentent de régler leurs conflits d'intérêts personnels par la force, engageant leurs troupes respectives dans des affrontements meurtriers et stériles, dans lesquels ils sacrifient les populations.

L'élection présidentielle de juin 1996, pour laquelle Boris Eltsine ne part pas favori, va accélérer la fin du conflit. Les oligarques qui entourent le président russe, au premier rang desquels Boris Berezovski, font barrage au candidat communiste, Guennadi Ziouganov, pourtant en tête dans les sondages. La paix en Tchétchénie pourrait être un moyen inespéré pour Eltsine de regagner en popularité. Mais son équipe de campagne privilégie finalement la communication : en s'appuyant sur les médias publics - contrôlés par le Kremlin - et privés - contrôlés par ses amis - le candidat Eltsine occupe le devant de la scène, notamment à la télévision. Mieux, le 8 mai, Boris Berezovski et les autres membres du cabinet de campagne d'Eltsine rencontrent le général Lebed, candidat lui aussi. Rien ne filtre de leur entrevue, mais les analystes notent alors un retour en grâce du général dans les médias. En mai 1996, à quelques jours seulement de l'élection, le président tchétchène Djokhar Doudaïev est tué par un missile guidé en repérant son téléphone portable. L'impact d'une telle action est difficile à évaluer, mais nul doute qu'elle a joué dans le résultat du premier tour : le président sortant obtient 35,1 % des suffrages exprimés, contre 32 % à son adversaire communiste, tandis que le général Lebed réalise un score inespéré de 14,7 %. Deux jours plus tard, ce dernier est nommé secrétaire du Conseil de sécurité et conseiller personnel du président Eltsine pour les questions de sécurité. Le ministre de la Défense, Pavel Gratchev, est remercié, tout comme Alexandre Korjakov, Mikhaïl Barsoukov, directeur du service fédéral de sécurité (FSB, ex-KGB) et du vice-premier ministre Oleg Soskovets. Sept généraux nommés par Gratchev sont limogés. Le « *parti de la guerre* » est décapité.

Pourtant, le lendemain du second tour, le 6 juillet 1996, les affrontements reprennent en Tchétchénie, après une période d'accalmie. L'armée russe pilonne les positions des insurgés. Le 11 juillet, une bombe explose au cœur de Moscou, faisant cinq blessés. Le lendemain, un nouvel attentat fait un mort. Les auteurs ne seront pas identifiés. Deux hypothèses circulent néanmoins : *« celle d'une mise en garde des milieux mafieux contre le renforcement annoncé de la lutte contre le crime organisé. Et celle du "terrorisme tchétchène" »* [15]. Le général Lebed se voit confier la lutte contre le terrorisme. Ses positions sont tranchées : il dit n'être plus favorable à l'indépendance de la Tchétchénie car celle-ci *« est traversée par des routes, des oléoducs et des chemins de fer »*, et que son indépendance pourrait conduire à *« une grande guerre du Caucase »* [16]. Les affrontements sont particulièrement violents, faisant plus de quatre cents victimes civiles en une semaine. Un processus de négociation est néanmoins

lancé : Alexandre Lebed y envoie son émissaire spécial, Serguei Drobouch, qui est la cible de bombardements... de la part de l'armée russe commandée par le général Viatcheslav Tikhomirov, un faucon qui a pris l'initiative de la reprise des combats. Du côté tchétchène, c'est Rouslan Khasboulatov, ancien président du Soviet suprême russe, qui est nommé « *chef du groupe des conseillers* » de la direction indépendantiste, par le président Zelimkhan Iandarbiev. Les Tchétchènes réclament un statut « *d'indépendance-association* » avec la Russie : il s'agirait d'un reconnaissance par Moscou de la Tchétchénie comme un *« État indépendant, sujet de droit international »*. En échange, *« Grozny déléguerait à Moscou la "mise en œuvre de la défense collective et la direction des forces armées". Russie et Tchétchénie conserveraient une monnaie unique, des frontières, un espace douanier et économique et un système de défense communs »* [17].

Chamil Bassaïev

Le 8 août, Chamil Bassaïev mène un commando au cœur de Grozny qui, profitant de l'effet de surprise, tue plus de 500 soldats. Les trois mille soldats russes de Grozny sont contraints de rester dans leurs cantonnements, tandis que les hommes de Bassaïev s'assurent le contrôle de la ville. Le 12 août, le général Lebed se rend à Khassaviourt, au Daguestan, pour y entamer des négociations de paix. Au finale, les deux camps se mettent d'accord sur un retrait des troupes russes, avec un moratoire sur le statut de la République dont au fond tout le monde se moque puisque ce n'est pas l'en jeu réel. Il devra être réglé *« d'ici au 31 décembre 2001 »*, date à laquelle il sera soumis à référendum. L'accord de paix est signé le 3 septembre 1996. Malgré les réticences du président Boris Eltsine, qui refusera pendant plusieurs jours, de rencontre Alexandre Lebed, le premier conflit tchétchène s'achève. Sa durée s'explique par les intérêts personnels qu'y trouvaient certains responsables, aussi bien russes que tchétchènes, le conflit ayant été l'occasion de trafics en tout genres.

Le général Lebed relate ainsi la réaction de Boris Berezovski après la signature des accords de paix : *« Berezovski vint me voir et tenta de m'intimider. Quand il comprit que l'on ne pouvait pas m'effrayer, il me dit simplement : "Vous avez ruiné une telle affaire. Tout allait si bien. Ils s'entre-tuaient ? Et alors ? Ils se sont toujours entre-tués et s'entre-tueront toujours" »*.

Paul Labarique

---

[1] « En imposant l'état d'urgence aux Tchétchènes, M. Eltsine engage l'épreuve de force dans le Caucase », par Jan Krauze, *Le Monde*, 8 novembre 1991.

[2] « URSS : une décision de M. Boris Eltsine contestée », par Jan Krauze, *Le Monde*, 12 novembre 1991.

[3] Boris Eltsine avait notamment annoncé, peu de temps avant, qu'il refuserait l'adhésion de la Géorgie de Gamsakhourdia à la Communauté d'États indépendants (CEI) *« à cause des atteintes aux droits de l'homme dans ce pays »*.

[4] « Géorgie : calme trompeur à Tbilissi », par José Alain Fralon, *Le Monde*, 13 janvier 1992.

[5] « Où est M. Gamsakhourdia », *Le Monde*, 23 janvier 1992.

[6] « Washington critique les conditions de la destitution de M. Gamsakhourdia en Géorgie », *Le Monde*, 20 février 1992.

[7] « M. Kozyrev estime que "la menace d'un coup d'État existe" », *Le Monde*, 2 juillet 1992.

[8] Voir « Boris Berezovski, le receleur », par Paul Labarique, *Voltaire*, 26 avril 2004.

[9] La Tchétchénie est notamment au centre du réseau d'oléoducs par lequel transitait le pétrole de la Caspienne et de la Sibérie occidentale, en direction du terminal pétrolier de Novorossisk sur la mer Noire.

[10] *Parrain du Kremlin - Boris Berezovski et le pillage de la Russie*, de Paul Klebnikov, Robert Laffont, 2000.

[11] « Le conflit russo-tchétchène », par Sandra Bisin et Vincent Thollet, DESS journaliste bilingue de Paris III, 2003.

[12] *Parrain du Kremlin*, op. cit.

[13] *Parrain du Kremlin*, op.cit.

[14] *Parrain du Kremlin*, op.cit.

[15] « Nouvel attentat au cœur de Moscou », par Sophie Lambroschini, *Libération*, 13 juillet 1996.

[16] « Boris Eltsine confie la lutte contre le terrorisme au général Lebed », par Sophie Shihab, *Le Monde*, 13 juillet 1996.

[17] « Les vélléités de paix du candidat Eltsine sont restées lettre morte », par Dorian Malovic, *La Croix*, 8 août 1996.

RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

La réhabilitation des tortionnaires en question

Analyse

Christopher DeMuth, président de l'American Enterprise Institute, s'adonne au difficile exercice, en période électorale, de justifier le bilan ultra-étatiste d'un président qui se présente comme le champion de la dérégulation. Aussi assure-t-il dans le *Wall Street Journal* que cette parenthèse étatiste était une réponse momentanée et nécessaire au 11 septembre, et que le prochain mandat sera, enfin, celui de la dérégulation annoncée. Cette contorsion intellectuelle ne parvient pas à masquer la réalité du régime : le développement d'un totalitarisme étatique.

Robert Kagan agite dans le *Washington Post* le spectre du départ d'Irak. Engagés dans ce conflit, les Etats-Unis ne peuvent plus se retirer sans livrer le pays au chaos et perdre leur crédibilité. L'animateur du projet pour un nouveau siècle américain se trouve en fait face au dilemme politique du Vietnam : choisir entre la fuite en arrière et la fuite en avant.
Le chroniqueur militaire du *Los Angeles Times*, William M. Arkin, souligne le caractère moralement inacceptable et politiquement contre-productif de la censure des photographies de GI's morts en Afghanistan et en Irak. Ceux qui ont donné leur vie ont droit aux honneurs et l'on ne peut conduire une guerre sans en assumer le prix.
Le *Washington Times* publie deux points de vue contradictoires à propos de l'éventuelle intégration des ba'asistes dans la nouvelle administration irakienne. Bien que proche d'Ahmed Chalabi, Andrew Apostolou soutient cette nouvelle politique ; tandis que le journaliste Joel Mowbray, bien que néo-conservateur, s'y oppose. Au premier abord, chacun joue donc à front renversé. Mais en réalité, ils sont tous deux sur leurs positions logiques car ils ne traitent pas de la réhabilitation des dirigeants politiques du Ba'as, mais de celle des cadres de la

répression. L'ambassadeur John Negroponte aura besoin de tortionnaires expérimentés pour mener sa guerre de basse intensité contre les Irakiens, mais il n'a que faire de politiciens laïques et socialistes. Encore devra-t-il faire exécuter ses bases œuvres en tenant compte des origines de ses hommes de main pour ne pas risquer de rébellion.

Dans *Le Figaro*, Élisabeth Schemla, directrice de *Proche-Orient.info*, inquiète de l'alarmisme des Likoudniks invitant les juifs de France à fuir l'antisémitisme, tente de redéfinir les limites de sa propre dénonciation du danger. Cependant, cette recherche de la juste mesure trouve sa limite dans l'amalgame rhétorique entre antisémitisme et anti-sionisme.

Enfin, Christian Ferrazino, maire de Genève, et Abdoulaye Wade, président du Sénégal, annoncent dans *Le Monde* la création d'un Fonds de solidarité numérique par lequel des collectivités locales du Nord vont financer l'équipement informatique de collectivités du Sud.

Réseau Voltaire

Christopher DeMuth

Ancien assistant de Richard Nixon et membre de la commission sur la dérégulation économique créée par Ronald Reagan au début des années 80, Christopher DeMuth est président de l'American Enterprise Institute et membre du conseil d'administration de la Smith Richardson Foundation.

« Armes, beurre et terrorisme »

Source : Wall Street Journal
Référence : « Guns, Butter and Terror », par Christopher DeMuth, *Wall Street Journal*, 2 mai 2004.

Les périodes de guerre peuvent avoir des conséquences désastreuses pour l'économie car elles font payer un lourd tribut au secteur privé et entraînent souvent un développement de l'État hors de ses limites. La première année de la guerre au terrorisme a provoqué une augmentation des dépenses de l'État à un niveau jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale.
Le contrôle de l'économie par le gouvernement a lui aussi progressé de façon importante, notamment dans le secteur énergétique après l'affaire Enron, et le Congrès a mis un frein à la dérégulation dans le secteur des télécommunications. Le nouveau système Medicare va sûrement entraîner un accroissement du contrôle des prix pharmaceutiques. En outre, les États-Unis ont cessé de mener la lutte pour la libéralisation des échanges commerciaux et on entend à nouveau des discours protectionnistes. Ces évènements ont entraîné une forte critique du président George W. Bush par ses partisans conservateurs.
Pourtant, George Bush est un conservateur et un homme convaincu du bien-fondé de la libéralisation des échanges, tout comme ceux qui ont voté les budgets au Congrès. Les changements ne viennent pas d'un revirement idéologique, mais des nécessités de l'après 11 septembre. Les dépenses intérieures et les lois de régulation sont souvent issues des pressions de

différents groupes d'intérêts et dégager l'intérêt national dans toutes ces demandes particulières nécessite une direction ferme, c'est ce qui a été nécessaire pour mener à bien les réformes fiscales de 2001 et 2003. Malheureusement, engagé dans la guerre d'Irak, puis dans la reconstruction, le président a dû négocier avec le Congrès au prix de certaines législations inopportunes.

Nous devons nous souvenir que, durant la Guerre froide, c'est l'antiétatisme qui nous a permis de gagner. Quand Johnson, puis Nixon ont accru excessivement la place de l'État et la régulation économique, le communisme progressait. Alors que nous nous enfoncions dans le marasme économique et moral, sous Reagan, la dérégulation économique nous a fait retrouver la croissance et gagner la Guerre froide. Juste après le 11 septembre, il était nécessaire d'accroître la place de l'État pour des questions de sécurité, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il est vrai que nous sommes dans une guerre de civilisations, pas de systèmes économiques et que les organisations terroristes savent bien utiliser les outils économiques, le marché et les libertés économiques pour mieux s'attaquer à la liberté. Toutefois nous nous battons pour nos valeurs et pour développer la liberté dans le monde, c'est l'engagement d'une génération comme l'a dit Condoleezza Rice et pour financer cet engagement, nous avons besoin d'une croissance économique forte. Cela nécessite la diminution de la place de l'État.

Robert Kagan

Robert Kagan (Le 5 de cœur du régime Bush) est membre de la Carnegie Endowment for International Peace et directeur du Project for a New American Century, le think-tank électoral de George W. Bush. Il est analyste sur les questions de stratégie militaire pour le *Weekly Standard* et écrit une tribune mensuelle dans le *Washington Post*. Il est l'auteur de *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*.
Robert Kagan est le fils de Donald Kagan (professeur d'histoire à l'université de

« Revoir nos ambitions à la baisse »

Source : Washington Post
Référence : « Lowering Our Sights », par Robert Kagan, *Washington Post*, 2 mai 2004.

Les appels au retrait d'Irak se multiplient. On trouve désormais des personnes qu'on peut qualifier de néo-conservateurs qui demandent désormais que les États-Unis quittent l'Irak. Ils affirment que chercher la démocratie en Irak est un programme trop ambitieux et qu'il faut avant tout chercher la stabilité, ce qui n'est qu'une façon détournée de demander notre départ.

Il faut pourtant rappeler que la stabilité en Irak demandera une présence militaire permanente en Irak. John Kerry et ses partisans utilisent cette argumentation pour l'instant, mais ils pourraient évoluer pour faire du départ d'Irak le thème principal de sa campagne. On laisserait alors le problème à l'OTAN ou à l'ONU. On se dirige donc peut-être vers un débat sur le retrait, l'impensable devient pensable.

Il est facile de comprendre pourquoi on est arrivé là quand on voit les hésitations de l'administration Bush. C'est un signe de panique et cela donne un sentiment de faiblesse aux Américains et aux Irakiens. C'est cette faiblesse qui risque de diminuer le soutien à la guerre des États-uniens. Même si personne ne parle ouvertement de fuite d'Irak, affirmer que nous revoyons nos ambitions à la baisse est le premier pas dans cette direction.

En réalité, le choix en Irak n'est pas entre la démocratie et la stabilité, mais entre la stabilité démocratique et une guerre civile. En effet, quelle est l'alternative à la démocratie en Irak ? Une dictature ne sera jamais légitime et

Yale), le neveu de Frederik W. Kagan (professeur d'histoire à l'Académie militaire de West Point), et l'époux de Victoria Nuland (représentant adjoint des États-Unis à l'OTAN).

pour se faire accepter, elle devrait utiliser les mêmes méthodes que Saddam Hussein. La partition du pays n'est pas non plus une solution car l'imbrication des populations est forte et l'indépendance du Kurdistan entraînerait une guerre avec la Turquie. Si nous abandonnons l'Irak, nous le livrons au chaos.

William M. Arkin

William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site *The U.S. Military Online*. Il est chroniqueur du *Los Angeles Times*.

« La censure déshonore les morts, et la vérité »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Censorship Dishonors the Dead -- and the Truth », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 2 mai 2004.

Le lendemain du début des bombardements de la première Guerre du Golfe en 1991, le général Norman Schwarzkopf a déclaré que l'armée états-unienne ne se livrerait pas à un décompte des morts. Son intention était alors d'éviter la dérive de la Guerre du Vietnam où l'on avait assisté à un accroissement systématique du nombre des morts adverses pour maintenir le soutien de la population à un conflit qu'il était impossible de gagner. Toutefois, les principes personnels de Schwarzkopf ont évolué pour devenir un moyen pour les politiciens d'évacuer toutes discussions sur les victimes de guerre, y compris américaines.
Aujourd'hui, avec l'affaire de la censure par le Pentagone de la photo des cercueils des morts en Irak et en Afghanistan, les principes de Schwarzkopf sont encore poussés plus loin. L'administration Bush affirme que c'est une marque de respect pour les familles, John Kerry prétend que c'est une atteinte au droit à l'information des Américains. Coincé au milieu de cette controverse, les proches des militaires en Irak ne savent pas comment réagir : la loyauté envers ceux qu'ils chérissent les pousse à soutenir sans question la politique états-unienne, mais pour beaucoup de soldats, censurer ces photos, c'est dénier à ceux qui ont fait le sacrifice ultime le droit aux honneurs qu'ils méritent.
En 1991, Schwarzkopf affirmait que le nombre de morts était un chiffre qui en lui-même ne signifiait rien et qu'il servait souvent à faire des comparaison sans objet. En fait, la supériorité militaire de la coalition en 1991 était telle que révéler le nombre de morts ennemis aurait pu être embarrassant politiquement et moralement. En ce qui concernait les morts états-uniens, si on révélait un trop petit nombre, la guerre aurait été perçue comme d'une asymétrie intolérable. Et révéler un grand nombre de morts serait apparu comme un succès de l'ennemi. Cela a conduit l'armée à finalement mener une politique qui risque de ternir encore une fois son image.
Pourtant, quelle que soit l'image de cette guerre, les États-Unis soutiennent leurs troupes et il faut respecter les morts en ne censurant pas les images. Ceci étant dit, je demanderai à Kerry de cesser sa fixation sur le Vietnam dans son discours, surtout qu'il ne propose pas une politique fondamentalement différente de celle de Bush.

Andrew Apostolou

Andrew Apostolou est directeur de recherche à la Foundation for the Defense of Democracies.

« La voie de la victoire »

Source : Washington Times
Référence : « Victory's path », par Andrew Apostolou, *Washington Times*, 3 mai 2004.

La décision de L. Paul Bremer de réintégrer dans les nouvelles institutions irakiennes d'anciens membres du Ba'as a créé la controverse. Cela a provoqué des réactions particulièrement négatives chez les chiites, qui craignent un retour des sunnites au pouvoir. Toutefois, dans le meilleur des cas, le recrutement de combattants ba'asistes peut être la clé pour vaincre la rébellion des loyalistes de Saddam.

La façon dont les Britanniques ont brisé l'insurrection à Oman dans les années 70 est, à ce titre, riche d'enseignements. La province du Dhofar s'était soulevée avec le soutien du Yémen marxiste voisin et des pays gauchistes pro-soviétiques : l'Égypte, l'Irak et la Syrie. Face à cette insurrection qu'ils ne parvenaient pas à endiguer, les Britanniques prirent deux décisions : une politique et une militaire. Tout d'abord, ils organisèrent une révolution de palais et firent remplacer le Sultan Saïd par son fils. Celui-ci mit aussitôt de larges moyens pour aider économiquement le Dhofar. Après quoi, les Britanniques encouragèrent les défections dans les rangs des insurgés. 2 000 d'entre eux rejoignirent les troupes supplétives, utilisant leurs réseaux pour vaincre leurs anciens camarades.

Les États-Unis, comme l'ont fait les Britanniques, doivent donner de bonnes raisons aux ba'asistes de trahir leurs camarades. Il faut que les criminels ba'asistes de bas niveau puissent être amnistiés et limiter les actions des ba'asistes retournés à la seule région sunnite pour ne pas attiser les craintes des chiites. Il faut également leur garantir des postes dans les futures instances de sécurité.

Joel Mowbray

Joel Mowbray est reporter au National Review.

« Les ratés de la politique d'Autorité provisoire de la Coalition en Irak »

Source : Washington Times
Référence : « CPA policy misfires », par Joel Mowbray, *Washington Times*, 3 mai 2004.

Le développement de la violence en Irak, particulièrement dans le triangle sunnite a poussé certains à Washington, notamment au département d'État à s'orienter vers une réintégration des « bons » ba'asistes en Irak. L'Autorité provisoire de la Coalition a déjà réinstallé des responsables importants à des postes de sécurité et dans l'armée.

L'idée selon laquelle beaucoup de ba'asistes « innocents » ont été affectés par la politique de L. Paul Bremer est un mythe : sur deux millions de membres du parti, seuls 15 à 20 000 ont perdu leurs postes, principalement ceux occupant de hautes fonctions, des postes auxquels on n'accédait qu'en ayant activement soutenu le régime. En réhabilitant certains des fidèles de Saddam pour en combattre d'autres, on envoie un mauvais message aux Irakiens. La réhabilitation de certains anciens militaires de haut rang de l'époque de Saddam pour occuper des postes importants est dangereuse. En outre, elle a été confiée au général Petraeus, un homme qui a tout fait pour diminuer l'impact de la déba'asification.

Dans la région de Mossoul, où il est en poste, il est parvenu à faire réintégrer les deux tiers des enseignants d'université qui avaient été licenciés. À Mossoul, des anciens responsables du parti Ba'as sont aussi maintenus dans l'administration. Ce n'est pas un hasard si, d'après la CIA, cette région connaît la résistance la plus organisée d'Irak. Aujourd'hui, 10 % des forces irakiennes travaillent contre nous, il ne faut pas les renforcer.

Élisabeth Schemla

Journaliste et écrivain, Élisabeth Schemla est directrice du journal en ligne Proche-orient.info.

« Les juifs, la République et l'antisémitisme »

Source : Le Figaro
Référence : « Les juifs, la République et l'antisémitisme », par Élisabeth Schemla, *Le Figaro*, 3 mai 2004.

En France aujourd'hui, il n'y a pas un juif qui ne soit mal à l'aise devant la poussée de l'antisémitisme, de la montée islamiste, à cause d'Israël, de son action ou de sa réputation. Ce mal être est l'un des deux dénominateurs communs des centaines de milliers de juifs ; le second étant, malgré les effets d'annonce anxieux et les décisions d'exil de quelques uns, qu'ils sont naturellement chez eux en France.

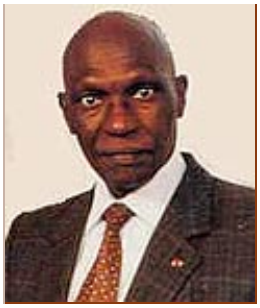
La génération de la Shoah et celle qui a connu l'exil d'Afrique du Nord n'ont pas réagi en pliant bagage face à la montée de l'antisémitisme. Les appels à l'émigration de l'Agence juive, de ministres israéliens ou d'Ariel Sharon sont restés sans effets et ont même indisposé les juifs français. Cela reflète un lucide ancrage identitaire. Ce mal-être et leur désir de rester les conduit donc à rejeter ce statut de juif victime. Le combat contre les antisémitismes s'impose donc et il faut ignorer les appels de ceux qui pointent comme producteur d'antisémitisme ceux qui cherchent à s'en protéger, même maladroitement.

Sans la mobilisation des juifs eux-mêmes, la République n'aurait pas réagi et posé des garde-fous comme elle l'a fait. Cette réaction des premiers concernés a d'abord entraîné des débordements et il faut les condamner quand on est préoccupé d'universalité. Il ne faut pas combattre l'antisémitisme sans combattre les autres formes de racisme et le soutien à Israël ne veut pas dire le soutien à tous ses gouvernements. Toutefois, la critique d'Israël se déploie au nom de l'anti-sionisme. Or, c'est une chose de combattre une politique d'annexion territoriale ou de séparation, mais c'en est une autre de dénoncer

comme coupable l'essence même du pays qui la mène. Le sionisme étant un mouvement de libération nationale qui a en partie abouti, se déclarer antisioniste aujourd'hui revient en effet à se prononcer contre l'existence de l'État qui en est le fruit.
La critique d'Israël mêlée à l'anti-sionisme est un mélange propre à la rhétorique de l'antisémitisme arabo-musulman. Cette rhétorique se développe en France sous l'impulsion du Conseil français du culte musulman, un groupe qui veut « islamiser la France » et développer le communautarisme, ce que la République ne doit pas laisser faire.

Christian Ferrazino, Abdoulaye Wade

Christian Ferrazino est maire de Genève.



Abdoulaye Wade est président de la République du Sénégal.

« Le Sud a besoin des villes du Nord »

Source : Le Monde
Référence : « Le Sud a besoin des villes du Nord », par Christian Ferrazino et Abdoulaye Wade, *Le Monde*, 1er Mai 2004.

Les flux financiers Sud-Nord, issus du paiement des intérêts de la dette qui pénalisent outrageusement les pays en voie de développement, sont intolérables. Il faut solder cette situation tant elle est incompatible avec une action sérieuse de lutte contre la pauvreté. L'éthique exige également que les instances politiques nationales et globales prennent les mesures qui s'imposent pour réduire des disparités trop criantes.
Toutefois, avec l'affaiblissement du leadership politique, les administrations compétentes, tant au niveau national qu'au niveau international, se sont peu à peu imposées comme les seuls gestionnaires du développement et restent peu perméables aux critiques face aux résultats de leurs engagements. On ne peut laisser le défi de la pauvreté dans les seules mains des agents spécialisés de l'État. Il faut une implication de la société civile et des pouvoirs locaux. De nombreuses coopérations liant des villes ou des ONG aux pays du Sud sont déjà en cours et il faut davantage leur rendre justice. La « coopération décentralisée »représente un phénomène intéressant en raison du nombre de collectivité qu'elle permet de mobiliser et des savoir faire qu'elle permet de développer au niveau local.
Cette coopération ne doit pas se substituer, mais doit s'additionner à celle des organisations internationales. Les villes peuvent être des relais et des points d'ancrage de l'action citoyenne et c'est cette dimension qui sera reconnue lors de la constitution d'une « ONU des villes » lors d'un prochain congrès mondial à Paris. Cette coopération est la marque de la volonté des villes de s'engager davantage dans la mondialisation.
C'est dans cet esprit que Genève, Lyon et la province de Turin ont décidé avec le Sénégal et Dakar de créer un Fonds de solidarité numérique (FSN). Il n'est pas dans l'intention de ce fonds de se substituer aux mécanismes de financement déjà existants, mais de les compléter en apportant une réponse aux besoins urgents des collectivités locales dans les pays en développement pour réduire leur « retard numérique ». C'est l'une des conditions incontournables de leur essor économique et politique.

Lettre ouverte de 60 diplomates états-uniens à George W. Bush

Emboîtant le pas à leurs confrères britanniques, 60 fonctionnaires du service diplomatique en activité ou retraités, ainsi qu'une dizaine de personnalités diverses des États-Unis, ont adressé une lettre ouverte au président George W. Bush. Ils y expriment leur opposition à son soutien inconditionnel du plan de Sharon pour les territoires occupés. Ils l'accusent d'avoir renoncé à l'impartialité qui caractérisait jusqu'à présent la politique US au Moyen-Orient et de soutenir Sharon en dépit des lois internationales et résolutions de l'ONU. Cette lettre a été diffusée par le Washington Report on Middle East Affairs.

Cher Président,

En tant qu'anciens diplomates états-uniens, nous applaudissons nos 52 confrères britanniques qui ont envoyé, il y a peu, une lettre à Tony Blair, critiquant sa politique au Moyen-Orient et appelant le Royaume-Uni à exercer plus d'influence sur les États-Unis.

En tant qu'anciens fonctionnaires du service diplomatique, nous nous préoccupons grandement de la politique étrangère de notre nation et de la crédibilité des États-Unis dans le monde.

Nous sommes de même profondément inquiets de votre soutien, le 14 avril, au plan unilatéral du Premier ministre Ariel Sharon, qui vise à renier les droits de trois millions de Palestiniens, à refuser aux réfugiés leur droit à retourner sur leur terre et à maintenir cinq grands ensembles d'implantations illégales dans les territoires occupés de Cisjordanie.

Ce plan défie les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU demandant l'évacuation par Israël des territoires occupés.

Il ignore les lois internationales déclarant les colonies israéliennes illégales.

Il méprise la résolution 194 de l'ONU, adoptée en 1948, qui affirme le droit des

réfugiés à regagner leur foyer ou à recevoir un dédommagement pour la perte de leur propriété et à l'assistance pour se réinstaller dans un pays d'accueil s'ils le décident.

Il sape également la Feuille de route pour la paix élaborée par le Quartet qui inclut les États-Unis. Enfin, il s'inscrit à contre-courant d'une politique états-unienne à long terme au Moyen-Orient.

Votre rencontre avec le Premier ministre Sharon suivait une série d'intenses sessions de négociation entre Israéliens et États-uniens, mais dont les Palestiniens étaient exclus.

En fait, vous et le Premier ministre Sharon avez constamment exclu les Palestiniens des négociations de paix.

L'ancien ministre de l'Information palestinien, Yasser Abed Rabbo, a exprimé la réaction massive des gens à travers le monde en disant : « *Je pense que le Président Bush a déclaré aujourd'hui la mort du processus de paix* ».

En fermant la porte aux négociations avec les Palestiniens et à la possibilité d'un État palestinien, vous avez prouvé que les États-Unis ne sont pas un partenaire neutre pour la paix.

Vous avez mis les diplomates, civils et militaires États-uniens qui exercent leur profession à l'étranger dans une situation intenable voire dangereuse.

Votre soutien sans réserve aux assassinats extrajudiciaires de Sharon, au « *mur de Berlin* » israélien, aux sévères mesures militaires dans les territoires occupés et maintenant votre adhésion au plan unilatéral de Sharon coûtent à notre pays sa crédibilité, son prestige et ses amis.

Il n'est pas trop tard pour réaffirmer les principes états-uniens de justice et d'impartialité dans nos relations avec tous les peuples du Moyen-Orient.

Soutenez les négociations entre Palestiniens et Israéliens, avec les États-Unis comme superviseur véritablement honnête.

Un retour à la tradition états-unienne d'impartialité qui a fait ses preuves par le passé inverserait l'actuelle tendance hostile en Europe et au Moyen-Orient - et même en Irak.

Sachant que le conflit israélo-palestinien se situe au cœur des problèmes du Moyen-Orient, la région entière et le monde se réjouiront aux côtés des Israéliens et des Palestiniens quand la tuerie prendra fin et que la paix sera là.

Sincèrement,

Andrew I. Killgore, Ambassador to Qatar, 1977-1980
Richard H. Curtiss, chief inspector, U.S. Information Agency
Colbert C. Held, Middle East Regional Officer
Thomas J. Carolan, Consul General, Turkey, 1988-1992

C. Edward Bernier, Counselor of Embassy for Information and Culture, Pakistan 1995-1996
Donald A. Kruse, American Consul in Jerusalem
Ambassador Edward L. Peck, former Chief of Mission in Iraq and Mauritania
John Powell, Admin Counselor of Embassy in Lebanon, 1975
John Gunther Dean, Ambassador to India
James Akins, Ambassador to Saudi Arabia
Talcott Seelye, Ambassador to Syria
Eugene Bird, Counselor of Embassy in Saudi Arabia
Richard H. Nolte, Ambassador to Egypt
Ray Close, Chief of Station Jeddah, Saudi Arabia 1971-1979
Shirl McArthur, Commercial Attache, Thailand
David Fredrick, Country Director Peace Corps Morocco 1986-1990
Bill Rugh, Ambassador to UAE and Yemen
James Curran, Deputy Chief of Mission Togo 1973-1975
Joseph Cheevers, Office of Inspectors General 1987
Robert L. M. Nevitt, Minister for Press Affairs for the U.N.
John Brady Kiesling, Political Counselor, Greece
E. William Tatge, Counselor for Commercial Affairs, France
Henry Precht, Deputy Chief of Mission, Egypt
John O. Sutter, FSO, The Asia Foundation's Representative for Indonesia, 1982-1984
James J. Halsema, Counselor for Public Affairs, Egypt
Nancy LeRoy, Public Affairs Officer, Mexico
Thomas M. Martin, USIA Congressional Liaison Officer,
Robert C. McLaughlin, USIA Madrid
Edward Alexander, Counselor for Public Affairs, East Berlin, 1976-1979
Roman Lotsberg, Admin Officer, Office of European Affairs
Dr. Shirley Hill Witt, Cultural Affairs Officer, Zambia, 1994-1996
Arthur L. Lowrie, Political Advisor to the Commander in Chief, U.S. Central Command
Carleton Coon, Ambassador to Nepal 1981-1984
Jane Coon, Ambassador to Bangladesh, 1981-1984
George B. Roberts, Ambassador to Guyana, 1979-1981
Robert V. Keeley, Ambassador to Greece
John E. Marsh, First Secretary, Embassy Kuwait, 1971-1973
Thomas W. Fina, Consul General, Milan, 1973-1979
Harland H. Eastman, Consul General, Tangier, Morocco, and Tel Aviv, Israel
Arthur Mudge, Director, USAID Mission to Sudan, 1980-1983
Ronald I. Spiers, Undersecretary of State for Management
Albert L. Seligmann, Director, Office of Japanese Affairs, 1981-1983
Orin D. Parker, President, America-Middle East Educational Services, 1979-1988
Robert C. Amerson, Counselor for Public Affairs, Italy
Christian Freer, Colonel, AUS ret., former chief of CIA stations and War Plans staff
Thomas J. Hirschfeld, Deputy U.S. Rep MBFR Negotiations
Edward R. M. Kane, Deputy Chief of Station, CIA, Iraq
Col. Richard Hobbes, US Army Retired, Politico-Military Adviser to NEA 1974-1977
Col. David Antoon, US Air Force, Retired

Brig. General Augustine A. Verrengia, USAF Ret.
Greg Thielmann, Director, Office for Strategic Proliferation Military Affairs, Bureau of Intelligence and Research
Robin Berrington, Cultural Attache, Japan
Gary S. Usrey, Deputy Chief of Mission, Morocco
Owen Roberts, Ambassador to Togo
Chas W. Freeman, Jr. Ambassador to Saudi Arabia, Assistant Secretary of Defense, 1993-1994
Edwin Paul Kennedy, Jr., Regional Affairs Officer for N. African, Near Eastern, and S. Asian Affairs, USIA
Thomas J. Scotes, Ambassador to Yemen, 1975-1978
Michael Mennard, Ph.D., Regional Public Affairs Officer, India
Francois M. Dickman, Director Arabian Peninsula Affairs 1972-76, Ambassador to UAE 1976-79 and Kuwait 1979-83
Terrell E. Arnold, Former Deputy Director Office of Counterterrorism and Consul General, Brazil

Autres :

Edy Korthals Altes, Ambassador of the Netherlands in Madrid 1983-1986
Mr. Gerben Meihuizen (The Hague) former Netherlands Ambassador in Syria, Saudi Arabia and Algeria
Former Congressman Paul Findley (R-IL)
Robert Norberg, Director ARAMCO, ret.
Bishop John William Assemby of Yahweh
William Hughes, WWII veteran, retired engineer
Clyde A. Farris
Mary Ann Schwab, teacher, voter
Rev. J. Martin Bailey, Consultant to the Common Global Ministries Board
Henry E. Kydd, retired Army Sergeant, director of homeless shelter, grandfather
Dr. Edna Homa Hunt
David Wade, Ph.D, Researcher
E. Faye Williams, Esq.
Koen Stork, Netherlands Ambassador in Bucarest
W. Lance Haynes, Professor of Speech and Media Studies, University of Missouri-Rolla
David S. Dodge, President, American University of Beirut, ret.
Mrs. Frederick G. Roberts, widow of Frederick Roberts, CIA, Turkey

---

(Texte original). Traduction Réseau Voltaire.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. CMPP en cours.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .